

Retraites : le gouvernement veut nous diviser pour mieux s'attaquer à tous.

Jeudi 18 octobre, les salariés de plusieurs secteurs (SNCF, RATP, EDF, GDF) entreront en grève pour défendre les régimes spéciaux de retraites. Cette lutte nous concerne aussi dans l'industrie.

Non, ces salariés ne sont pas des privilégiés : s'ils peuvent partir en retraite plus tôt c'est au prix de cotisations plus élevées, donc de salaires plus faibles, pour des pensions plus faibles. Les conducteurs de trains travaillant en horaires décalés, par exemple, ont une espérance de vie inférieure de 10 ans à la moyenne des français : dans ces conditions, est-ce vraiment un privilège de partir en retraite 10 ans plus tôt ?

Non, le but du gouvernement n'est pas de « sauver » le régime général de retraite : certains régimes spéciaux sont bénéficiaires (EDF) et reversent déjà au régime général ; d'autres sont déficitaires (SNCF) mais seulement à cause des suppressions d'emplois. D'ailleurs, l'intégration des régimes spéciaux dans le régime général coûtera à l'Etat pendant plusieurs années.

La vraie motivation est ailleurs. En 1993, Balladur a profité du mois d'août pour faire passer les salariés du régime général de 37,5 à 40 années de cotisation. En 1995, Juppé a dû renoncer sous la pression de la rue à faire passer la fonction publique et les

régimes spéciaux à 40 annuités. En 2003, Fillon s'est attaqué aux seuls fonctionnaires et, avec la complicité d'une confédération syndicale, les a fait passer à 40 annuités. S'il y a une « inégalité », ce sont donc les

gouvernements successifs qui l'ont créée en divisant les salariés pour mieux les écraser. Et s'ils ont aujourd'hui besoin d'aligner les régimes spéciaux sur 40 annuités, c'est parce que cette « inégalité » deviendrait trop visible en augmentant à 42 le nombre d'années de cotisations du régime

général comme ils ont déjà prévu de le faire – en attendant de passer à 45 annuités comme le Medef le réclame...

Le 18 octobre, c'est en fait tous les régimes de retraites que les grévistes défendent !

Ce qu'il faut, c'est ramener tout le monde à 37,5 années de cotisation, voire moins pour les métiers les plus pénibles, et augmenter les salaires et les pensions. C'est possible et cela nous coûtera bien moins cher (4,5 milliards d'euros pour revenir à 37,5 annuités) que les cadeaux fiscaux aux riches (15 milliards), aux patrons et aux actionnaires (25 milliards) :

le problème des retraites n'est pas le vieillissement de la population mais la répartition des richesses !

